

CR ENTRETIEN ROBERT COHEN
PRESIDENT DU CONSEIL NATIONAL PROFESSIONNEL DE PEDIATRIE (CNPP)

Masques - Tests

26/09/2022

Contexte et origine du RV :

Personnes rencontrées :

- Professeur Robert Cohen Président du Conseil National Professionnel de Pédiatrie et du Groupe de Pathologie Infectieuse Pédiatrique (GPIP - groupe de spécialité de la Société Française de Pédiatrie). Représentant de tous les pédiatres de France sur les questions de pathologie infectieuse.
- Madame Isabelle Destelle, collaboratrice de Monsieur Cohen dans l'association ACTIV.

Rdv dans les locaux d'ACTIV (Association Clinique et Thérapeutique Infantile du Val de Marne), Association à but non lucratif créée en 1988 avec pour objet de « promouvoir les **études cliniques et épidémiologiques, la recherche diagnostique et thérapeutique en pathologie pédiatrique** » (cf <https://www.activ-france.com/fr/>).

Monsieur Cohen et Activ participent à InfoVac-France, service d'information et de consultation sur les vaccinations destiné aux praticiens, créée en Janvier 2003 en collaboration avec InfoVac-Suisse, ACTIV et le Groupe de Pathologie Infectieuse Pédiatrique de la Société Française de Pédiatrie.

Origine du RV :

Dans toute la France, des parents se sont organisés en collectifs pour protéger la santé de leurs enfants, qu'ils estimaient affectée par les mesures sanitaires prises à l'occasion de la crise Covid. Les parents ont dépêché des huissiers auprès des recteurs de leurs régions académiques pour leur signifier des sommations interpellatives sur ce sujet. Des représentants de ces parents ont adressé aux 5 Sociétés Savantes de Pédiatrie 2 courriers les 2 février et 28 mars 2022, sollicitant une rencontre. Celle-ci a été acceptée et fait l'objet de ce compte-rendu.

Objectifs :

- Faire état de nos constats, inquiétudes et critiques relativement aux mesures sanitaires prises à l'égard des enfants en temps d'épidémie de Covid 19, et notamment le masque et les tests.
- Comprendre les positions de la SFP et son rôle dans lesdites mesures.
- Demander une approche par la preuve et conforme aux règles de l'OMS pour toute mesure sanitaire ultérieure qui concernerait les enfants = exiger qu'un bilan coût avantage soit réalisé en amont et en permanence tant que dure la mesure.
- Demander que les Sociétés de Pédiatries réclament elles-mêmes expressément cette approche (cf nos lettres précitées).

Représentants des parents :

Nicolas Landy, représentant parents Région Académique des Pays de la Loire,
Carole De Fraipont, représentante parents Région académique du Grand Est,
Olivier Colonna, représentant parents Région Académique des Hauts de France,
Alexis Da Silva, représentante parents Région académique Ile de France.

Introduction du rdv :

M. Cohen explique que l'Etat a choisi d'avoir un seul interlocuteur par secteur médical d'où la création d'un Conseil National des Professionnels de Pédiatrie qu'il préside.

Nous nous présentons comme selon notre lettre du 2/02 et demandons, en tant que mandatés par les parents, de pouvoir enregistrer la conversation, ce que M. Cohen accepte sans hésitation.

Nous rappelons qu'il n'y a aucun « anti-vax » parmi nous, si ce terme signifie une opposition de principe à tous les vaccins. Nous regrettons la caricature systématiquement réalisée par les gouvernants et les médias de toute personne souhaitant s'inscrire dans une réflexion et un débat critique des mesures sanitaires.

Nous reportons cet échange dans ce compte rendu. Les phrases entre guillemets sont exactement celles des intervenants (vérification possible avec l'enregistrement).

M. Cohen rappelle en début d'entretien que la Société Française de Pédiatrie est mise en cause par des associations de parents lui reprochant de ne pas en avoir fait assez ou pris des mesures plus dures.

Il rappelle les interactions fortes Médias/Politiques, chacun utilisant l'autre, souvent pour des intérêts qui ne seraient pas l'intérêt général. » *« On est dans un système, pas propre à la France, où les décisions politiques sont d'abord des réactions aux médias, plus on fait de bruit d'un côté, plus on fait de bruit de l'autre côté (...) il y a toujours des médecins pour suivre le phénomène, les médias savent très bien qui appeler quand ils veulent quelqu'un pour inquiéter, et qui appeler quand ils veulent quelqu'un pour rassurer, c'est un jeu qui est permanent ».*

Cette idée sera exprimée par notre interlocuteur à plusieurs reprises lors de l'entretien, et M. Cohen dit se reconnaître totalement impuissant face à cette situation.

Nous indiquons représenter les parents des enfants lourdement affectés par les mesures sanitaires. Nous lui présentons nos constats et notre positionnement sur ces mesures. Nous revenons sur toutes les contradictions et incohérences que nous avons vécues, y compris ce que nous considérons comme des violences faites aux enfants. Nous soulignons notre responsabilité de parents qui doivent défendre l'intérêt et la santé de nos enfants. Nous informons Monsieur Cohen de l'absence de réponse du gouvernement à nos nombreuses sollicitations (toutes en lettres recommandées AR pourtant), de l'absence totale de dialogue et de concertation avec les parents. Sur ce point, le Pr Cohen, n'est pas surpris et nous confie que même la SFP a des difficultés à dialoguer avec l'administration surtout si cette dernière est gênée par un sujet en particulier. Dans ce cas nous dit-il, *« La première règle de l'administration, c'est de ne pas répondre ».*

Il rappelle que ce qui fait bouger l'administration c'est avant tout les médias et le judiciaire. Nous partageons nos expériences difficiles sur le sujet.

En introduction il présente une approche comparative : *« Sur cette affaire, et à la fois des vaccins et à la fois des masques, on n'a pas été les pires, je dis pas que c'était parfait.(...) Les décisions gouvernementales n'ont pas été les pires ».*

Sur les Masques :

Le Pr R.Cohen rappelle au cours de l'entretien la position maintes fois exprimée par la SFP, sur le fait que le covid n'est pas une maladie pédiatrique, avec des enfants moins contaminés et peu touchés.

Même si la vague Omicron début 2022 a vu les enfants beaucoup contaminés, « *Jamais dans les hôpitaux pédiatriques le covid n'a été la pathologie prédominante, jamais, même en janvier 2022, en pleine vague omicron, on a eu plein d'enfants hospitalisés, c'était peanuts par rapport au reste des pathologies par rapport aux bronchiolites par exemple. 5 bronchiolites pour un covid et on a eu des bronchiolites beaucoup plus graves que des covid* ».

Au sujet des fameux « pims », M. Cohen indique : *effectivement il y a eu des pims qui ont été une surprise, c'était pas attendu, qui ont posé un problème, non pas en nombre de malades, ni de décès parce que très vite le traitement a été trouvé parce que ça ressemblait à une maladie que l'on connaissait, pratiquement on peut dire qu'en France, il n'y a pas eu de décès liés à cette complication. Je crois qu'il y en a un. Alors qu'on est maintenant à 1300, 1400 cas de pims* ».

Au vu de ce constat du caractère très faiblement dangereux du Covid pour les enfants, que nous avons vérifié sur le terrain en tant que parents et à l'occasion de notre travail permanent sur le sujet, nous rappelons notre totale incompréhension sur l'imposition du masque aux écoliers 8 à 10heures par jour devant ce qui est rappelé par M. Cohen. D'autant que les effets néfastes du masque ne sont pas niés, loin s'en faut, par notre interlocuteur qui voit « *2 types d'effets du masque : sur le plan éducatif ça pour nous c'était une évidence, on n'apprend pas bien à parler, etc... avec un masque. En tant que pédiatres, on est pour gommer les différences sociales, éducatives, le masque accélère cela* ». « *L'impact psychologique, il est évident, il est derrière tout ce qui est éducationnel, bien sûr!* ». « *La santé mentale des enfants, et pas que des enfants, mais encore plus celle des enfants, a été impacté pas que par les masques mais par l'ensemble des mesures sanitaires et le pire c'était quand même la fermeture des écoles, les tests successifs.* »

Même s'il considère qu'« *en ce qui concerne le CO2 dans le sang, ça c'était scientifiquement, pour nous, beaucoup plus compliqué* », il conclut : « *Aucune Société Savante de Pédiatrie n'a été pour le port de masque à 6 ans.* »

Alors que nous rapportons notre impression que Madame Gras Le Guen, Présidente de la SFP, aurait été trop seule sur cette ligne, M. Cohen nous répond : « *On est énormément intervenus, Christine Gras le Guen était tout le temps soutenue par les pédiatres. Il y avait un consensus total.* »

Nous réitérons notre observation que l'imposition du masque ne nous semble pas avoir été suffisamment questionnée par les sociétés de pédiatrie. La réponse est la suivante : « *C'est une décision qui était un des préalables à ce que les écoles restent ouvertes en octobre 2020* »... « *Chaque fois qu'on nous a demandé notre avis, nous n'étions pas pour les masques avant l'adolescence. Et puis un moment, c'était quand delta est apparu, on nous a dit « écoutez c'est ça, ou on ferme, grosso modo* ». « *On n'a pas du tout donné cette recommandation, on nous a fait bien comprendre, ce n'est pas parce qu'ils pensaient tellement ça mais parce que vous aviez des épidémiologistes, diverses et multiples* » « *C'est quelque chose que nous avons accepté, nous n'avons pas lutté contre, pour permettre l'ouverture des écoles. Nous, c'est l'ensemble des sociétés de pédiatrie* ».

Nous nous étonnons que la décision de masquer les écoliers ait pu être prise contre la recommandation des Sociétés de pédiatries, dont le rôle est de veiller à la santé des enfants à une échelle nationale, et alors que dans toute décision administrative ou politique l'intérêt des enfants doit être considéré comme primordial. Monsieur Cohen le déplore aussi (et à plusieurs reprises pendant l'entretien), dans ces termes « *C'est un principe de précaution du décideur. Ce n'est pas un principe de précaution des patients.* »

Il répète que « *Nous n'avons jamais été favorables, nous avons souvent demandé lors de réunions la fin du port du masque pour les petits, pas pour les ados. On n'a jamais demandé cela pour les ados. On*

nous a dit c'est pas le moment et puis il y a toujours un variant qui est arrivé juste derrière. Ça a été, comme point positif, notre façon de maintenir les écoles ouvertes et c'est un des seuls points qu'on a réussi en France ».

Il relève que « ...l'avis du Ministère de l'Education Nationale n'était pas l'avis du Ministère de la Santé. Les inquiétants, c'est le Ministère de la Santé, et les plus « rassurants » étaient au Ministère de l'éducation Nationale. »

Nous confirmons être complètement d'accord sur le besoin impérieux de ne pas fermer les écoles, mais que le masque n'était pas l'alternative aux fermetures : les enfants étant très peu malades et peu contaminants, la fermeture des écoles et le port du masque n'étaient pas justifiés. Nous ajoutons que selon nous la vague Omicron a encore souligné l'inefficacité du masque à empêcher les transmissions à l'école en quelques semaines début 2022. Monsieur Cohen indique ne pas être en désaccord avec cette analyse et ne conteste pas les propos, qui lui sont rappelés, de Didier Pittet, Président nommé par Emmanuel Macron de la Mission sur l'évaluation de la gestion de la crise Covid-19, sur l'inutilité du masque imposé aux enfants en février 2021.

Il reconnaît aussi l'impact de toutes les mesures sur la santé mentale des enfants et des adolescents, qui ne trouvent plus en France la structure de soins nécessaire : « *Sur la pédopsychiatrie, il y a des rapports bien avant le covid, c'est une catastrophe. La pédopsychiatrie en France est la spécialité qui a le plus souffert de la baisse de la démographie médicale et c'est pas par manque de vocations. C'est par manque de moyens, d'attractivité (pour tout le monde), la pédopsychiatrie était déjà plus touchée que les autres ».*

Cependant, il indique que l'impact psychologique aurait été encore pire si la France avait fermé plus ses écoles : « *nous avons été avec, je sais plus, avec la Suisse, le pays qui a le moins fermé les écoles. Ça c'était pour nous l'objectif »*

Il précise que les données pour les ados à partir de 11/12 ans montrent qu'ils sont autant contaminants que les adultes et que selon lui le masque aurait une utilité pour cette catégorie de population.

Nous rappelons notre profonde incompréhension de l'absence de toute étude faite avec l'Education Nationale où on aurait démasqué des enfants pour comparer l'évolution des taux de contamination entre des enfants masqués et des enfants non masqués (écoliers comme adolescents), ce qui a été fait dans d'autres grands pays comme en Espagne ou au Royaume Uni.

Selon Monsieur Cohen, « *La méthodologie aujourd'hui des études est extrêmement rigoureuse. Si vous n'avez pas un groupe témoin, vous ne ferez rien. Et la difficulté est de construire une étude avec groupe témoin, on va mettre les masques à une classe, on va pas mettre les masques à une autre classe etc, on fait plusieurs classes de chaque côté et puis on mesure les effets. Ça il n'y a que l'Education Nationale qui peut faire ça, pas les pédiatres. On n'aurait jamais l'autorisation de travailler dans les écoles. »*

« *Regardez les études faites par l'Education Nationale, il n'y en a pas. C'est pas dans la culture du pays de faire des études et encore moins dans l'Education Nationale. »*

Il explique aussi l'absence d'étude sur les effets du masque par « *des moyens extrêmement réduits de l'Education Nationale* » qui n'a pas assez de personnel de santé dans les écoles. « *Il n'y a plus suffisamment de personnel pour mener des actions d'envergure sur des sujets de santé générale des enfants.* »

Nous rappelons les cas, nombreux, où des certificats médicaux ont été établis par les médecins traitants pour des enfants qui ont été malades à cause du masque avec de réels symptômes physiques et psychologiques. Nous rappelons que ces certificats ont été « invalidés » par l'administration et parfois par les médecins scolaires eux-mêmes... sans même avoir jamais vu l'enfant.

M. Cohen indique ne pas être surpris et indique que « *Le système de médecine scolaire est en énorme souffrance depuis des années* »

Nous revenons sur les effets éventuellement protecteurs du masque. M. Cohen indique : « *on s'est vite aperçu que le rôle du masque n'était pas un rôle protecteur individuel, il est très faible, c'est l'effet collectif qui compte, ce qui présente tout de même des utilités au masque* ». Il explique que cela « *limite assez peu les particules que vous inhalez par contre ça limite plus les particules que vous rejetez et ça c'est moins sensible aux erreurs de technique* (NDLR : de port de masque). »

M. Cohen rapporte une étude faite chez des pompiers suisses, population en excellente santé et peu vulnérable au Covid. Il n'y a pas eu de différence de contamination entre la cohorte masquée et la cohorte de pompiers non masqués. Mais ceux qui avaient le masque ont eu des formes moins graves. M. Cohen explique cela par le fait qu'il est plus facile pour l'organisme de se protéger contre 10 000 virus en même temps que 100 000. Il nomme cela « *l'effet Inoculum* ».

Mais cet effet s'avère contre-productif pour les enfants : « *On s'est vite aperçu que les mesures covid réduisaient toutes les infections et immunisaient moins les enfants : c'est la dette immunitaire. On a pris des mesures (port de masques et lavage de mains), tous les virus ont arrêté de circuler. Or nos enfants ont besoin de virus. On ne peut pas avoir un système immunitaire non stimulé, c'est comme une armée qui ne s'entraîne pas* »

De ce fait « *les enfants ont une dette à payer vis-à-vis de la bronchiolite, des gastro-entérites et là, on est en pleine dette immunitaire* », dit M. Cohen en rappelant les forts taux d'hospitalisation pour les pathologies précitées.

Nous notons qu'à aucun moment le Pr R.Cohen ne présente le masque pour les enfants comme une alternative au vaccin.

Nous demandons qu'à l'avenir une méthode basée sur la preuve et le bilan permanent des coûts/avantages préside à toute décision sur le port du masque pour les enfants et qu'un suivi soit effectué. Le Pr R.Cohen rapporte que la référence est le texte de l'OMS qui ne dit pas autre chose. Nous demandons que si la question du masque à l'école ou au collège revenait dans le futur, la SFP s'exprime sur cette approche par la preuve et la demande clairement.

Sur les Tests :

Nous rappelons notre stupéfaction que les protocoles sanitaires aient exigé des parents de faire à leurs enfants cas contacts des autotests répétés (3 en une semaine en janvier 2022) pour réintégrer l'école alors que les tests avaient été considérés par l'Académie de médecine, dans un communiqué officiel d'avril 2021, comme des actes médicaux, non dénués de risques et ne pouvant être réalisés que par des soignants.

M. Cohen ne relève pas cet aspect mais répond : « *En janvier 2022, la politique de testing était quand même à côté de la plaque* » « *pas 3 tests en une semaine* ». Puis « *Ils ont vu que leur politique n'était plus applicable, c'était pas jouable de faire tant de tests* ».

Il rappelle que la SFP n'a pas été consultée sur la politique des tests : « *ce que je peux vous dire c'est que nous n'avons été consultés ni de près ni de loin sur les 3 tests, aucune instance pédiatrique* ».

Puis il revient sur la méthode et l'outil utilisé pour les tests : « *La technique des tests a quand même beaucoup changé, entre la torture initiale tout au fond du nez...et celui qu'on va vous montrer, qui est l'AAZ, il y a une différence fondamentale* ». Il fait alors une démonstration d'un nouveau test visiblement peu invasif et beaucoup moins contraignant pour les enfants produit, par une société française précise M. Cohen. Selon lui, ces tests déjà existants début 2022 n'ont pas été mis en avant ou porté à l'information du grand public. Il ajoute qu'ils étaient très peu disponibles en pharmacie et avec un coût un peu plus élevé.

Conclusion :

En fin d'entretien, nous demandons au Professeur Cohen comment nous pouvons agir ensemble, avec la SFP, dans l'intérêt des enfants et pour protéger au mieux leur santé. Nous lui demandons que la SFP prenne position auprès des parents en communiquant sur les éléments qu'il a abordés lors de cet entretien. M. Cohen ne s'engage pas sur ce point.

CR finalisé et validé par les parents présents et les parents signataires le 9/11/2022